

Passifs et provisions pour risques et charges

(Règlement CRC n°2000-06 sur les passifs)

Les nouvelles règles définies par le règlement n°2000-06 du CRC relatif aux passifs sont très proches de l'IAS 37 (Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels) et **limitent les cas où une provision pour risques et charges peut être constatée.**

C'est une **modification profonde de l'analyse à mener** pour identifier, qualifier et évaluer les risques à provisionner qui a été introduite dans notre droit comptable.

Suite à ce règlement, le plan de comptes a été modifié avec la création des comptes :

- 1516 Provisions pour pertes sur contrats,
- 154 Provisions pour restructuration,
- 1581 Provisions pour remises en état.

1- Nouvelle terminologie

1-1 Définition générale d'un passif

PCG art 212-1 : « *Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. L'ensemble de ces éléments est appelé passif externe* ».

1-2 Différents types de passifs

1-2-1 Notion de dette

PCG art 212-2 : « *Une dette est un passif dont l'échéance et le montant sont fixés de façon précise* ».

C'est un **passif certain**.

1-2-2 Notion de charge à payer

Les charges à payer sont des **passifs certains** dont il est parfois nécessaire **d'estimer le montant ou l'échéance** mais avec une incertitude moindre que les provisions. Elles sont rattachées aux dettes (compte principal avec le chiffre 8 en 3^{ème} ou 4^{ème} position).

Les charges à payer sont une catégorie de **passif intermédiaire entre les dettes et les provisions pour risques et charges**.

1-2-3 Notion de provision pour risques et charges

PCG art 212-3 : « *Un provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise* ».

L'échéance ou le montant n'est pas suffisamment connu pour constater une dette.

Le critère de distinction entre les dettes et les provisions pour risques et charges porte sur la connaissance **précise ou non du montant ou de l'échéance** de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

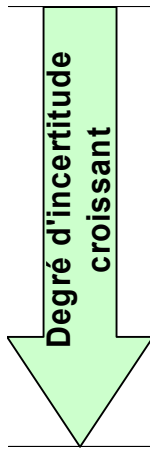
1-2-4 Notion de passif éventuel

PCG art 212-4 : « *Un passif éventuel est :*

- *soit une obligation potentielle de l'entité à l'égard d'un tiers résultant d'évènements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs évènements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;*
- *soit une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.* ».

Un passif éventuel n'est pas comptabilisé au bilan ; il est mentionné en annexe.

1-3 Tableau de distinction des différents passifs

		Obligation à la date de clôture	Sortie de ressources	Échéance Montant			Classification au bilan
	Dette	Certaine (ou probable)	Certaine	Précise	et	Précis	Dettes
	Charges à payer			Non précise mais incertitude faible	ou	Non précis mais incertitude faible	Dettes
	Provision pour risques et charges		Probable (ou certaine)	Non précise	ou	Non précis	Provisions pour risques et charges
	Passif éventuel	Ni probable Ni certaine	-	-	-	-	Information à fournir en annexe
		Cas exceptionnel : certaine	Probable (ou certaine)	Non précise	et	Fiabilité de l'évaluation non suffisante	Information à fournir en annexe

2- Provisions pour risques et charges

Alors qu'une grande partie des enregistrements comptables ne laisse **aucune initiative au comptable**, la constitution de provisions pose des problèmes délicats puisqu'il s'agit, en application du principe de prudence, **d'évaluer et d'apprécier des dépréciations subies** (sans qu'elles soient irréversibles ou définitives) **ou des risques et charges prévisibles**.

Les nouvelles règles relatives aux provisions pour risques et charges sont appliquées obligatoirement depuis le 1^{er} janvier 2002.

2-1 Conditions de constitution

Une provision pour risques et charges doit être constituée si les conditions suivantes sont remplies :

➤ Existence d'une obligation envers un tiers à la date de clôture

a. Existence d'un engagement envers un tiers

Pour qu'il y ait passif, il faut qu'il y ait obligation envers un tiers. Cette obligation peut :

- être **d'ordre juridique** (légale, réglementaire, contractuelle),
- ou **implicite** c'est-à-dire résulter de pratiques passées de l'entité, de sa politique affichée ou d'engagements publics suffisamment explicites qui ont créé une attente des tiers concernés sur le fait qu'elle assumera certaines responsabilités.

Exemple : politique de préservation de l'environnement

Si une entreprise s'engage, par sa politique de communication, à nettoyer tout ce qu'elle a pollué et qu'elle ait toujours honoré ses engagements, cette politique fait naître chez les tiers une attente fondée de dédommagement en cas de pollution. L'entreprise a une obligation envers un tiers dès qu'une pollution est apparue à la date de clôture.

b. Existence d'une obligation à la date de clôture

Le fait générateur de la provision doit avoir eu lieu à la date de clôture de l'exercice. Les obligations permettant la constitution d'une provision devront être appréciées **désormais à la date de clôture et non plus à la date d'arrêté des comptes**.

Cette condition **renforce le principe d'indépendance des exercices** et restreint les possibilités de constitution de provisions.

L'obligation doit résulter d'un événement passé, antérieur à la date de clôture, créant un engagement vis à vis de tiers. Une simple décision de la direction n'est plus suffisante pour justifier la création d'une provision. Cette décision devra être **extériorisée et portée à la connaissance du tiers concerné**.

Exemple : En matière de licenciement, l'annonce doit être faite aux personnes concernées ou à leurs représentants avant la date de clôture de l'exercice.

➤ **Sortie de ressources certaine ou probable à la date d'arrêté des comptes et sans contrepartie équivalente**

a. **Sortie de ressources certaine ou probable à la date d'arrêté des comptes**

L'obligation envers le tiers doit entraîner une sortie de ressources probable pour éteindre cette obligation.

La probabilité de sortie de ressources est à déterminer à la date d'arrêté des comptes et non à la date de clôture de l'exercice.

Exemple : caution donnée

Les conditions suivantes doivent être vérifiées :

- *elle doit être accordée avant la date de clôture,*
- *la situation financière du cautionné, à la clôture de l'exercice, risque d'entraîner sa défaillance,*
- *la mise en jeu de la caution donnée est probable.*

Dans ces conditions, un passif doit être comptabilisé. Le montant du passif est connu avec précision, la comptabilisation d'une provision pour risque dépend de l'échéance de la caution qui n'est généralement pas fixée.

Dès que la caution est appelée avec une date d'échéance, le passif constitue une dette.

b. **Sortie de ressources sans contrepartie équivalente**

La contrepartie équivalente attendue est constituée des avantages économiques que l'entreprise attend du tiers envers lequel elle est engagée.

Lorsque l'obligation de l'entreprise à la clôture de l'exercice a pour contrepartie une prestation qui interviendra sur l'exercice suivant, l'obligation ne peut donner lieu à provision. Sont ainsi interdites les provisions destinées à anticiper les charges de l'exercice suivant.

Exemples : les dépenses d'entretien, formation, déménagement, marketing... déjà décidés à la clôture de l'exercice (contrats signés), ne peuvent pas donner lieu à provision dès lors qu'elles ont pour contrepartie une prestation ou un service qui sera rendu sur les exercices suivants.

*Si une entreprise décide et engage, avant la date de clôture de l'exercice, une campagne de publicité pour l'exercice suivant, il y a bien obligation envers un tiers avant la clôture de l'exercice et sortie de ressources à venir. Toutefois une **contrepartie est attendue du tiers et l'entreprise ne doit pas comptabiliser de provision.***

Remarque : ces modifications sont fondamentales car elles imposent de changer les "réflexes" du comptable basés sur la prudence et la crainte d'une distribution de dividendes fictifs. Jusqu'à présent le caractère probable d'un risque ou d'une charge entraînait en pratique la constitution d'une provision. Désormais, pour comptabiliser une provision, l'entreprise doit être engagée envers un tiers.

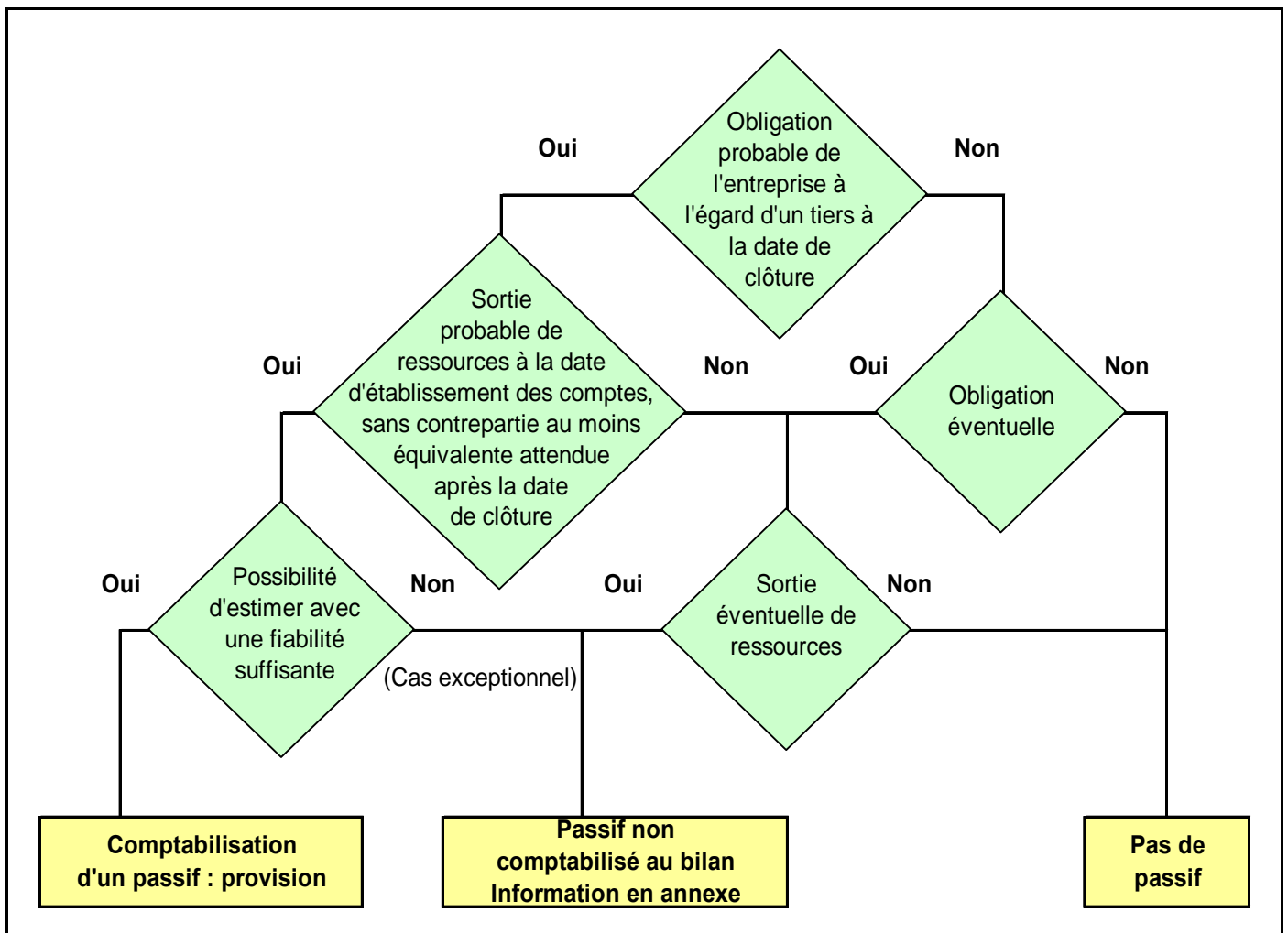
*Les nouvelles règles correspondent à une **application plus restrictive du principe de prudence.***

➤ **Possibilité d'estimer avec une fiabilité suffisante**

L'utilisation d'estimations est un élément essentiel dans l'évaluation des provisions pour risques et charges qui présentent par leur nature un **caractère moins précis dans leur montant que la plupart des autres postes du bilan.**

Selon le PCG, l'hypothèse où l'évaluation ne peut être faite avec une fiabilité suffisante est considérée comme exceptionnelle. Si tel était le cas, aucune provision ne serait constatée mais des informations complémentaires seraient données dans l'annexe.

Schéma récapitulatif



2-2 Evaluation du risque ou de la charge

2-2-1 Principe

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Cette évaluation, en fin d'exercice, est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes. **L'évaluation de la provision doit se référer, s'il y a lieu, à des éléments post-clôture.**

Sauf cas exceptionnels, une **évaluation fiable** est pratiquement toujours possible.

2-2-2 Modalités d'estimation

➤ Utilisation des statistiques, des probabilités et des estimations

Le calcul des provisions peut reposer sur des bases statistiques notamment en ce qui concerne l'estimation de la sortie probable de ressources. Le raisonnement se fait en deux étapes :

- **probabilité de la sortie de ressources**

Dans le cas d'un grand nombre d'obligations similaires, le PCG autorise que la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire à l'extinction de ces obligations soit déterminée en considérant cet ensemble d'obligations comme un tout.

Exemples :

- *probabilité qu'un objet défectueux vendu sous garantie fasse l'objet d'une réclamation.*
- *probabilité qu'un salarié exposé à l'amiante intente une action en justice contre l'entreprise.*

- **montant probable de la sortie de ressources**

Le montant à provisionner correspond à la meilleure estimation des dépenses qui concourent directement à l'extinction de l'obligation c'est-à-dire les dépenses qui n'auraient pas été engendrées en l'absence d'obligation.

Exemples :

- coût moyen de réparation d'un article vendu sous garantie.
- coût moyen de l'indemnisation d'un salarié victime de l'amiante.

➤ **Prise en compte des événements futurs dans l'estimation**

Les événements futurs pouvant affecter le montant requis pour l'extinction de l'obligation doivent être pris en compte dans l'estimation du montant de la provision pour risques et charges lorsqu'il existe des indications objectives que ces événements se produiront. Doivent ainsi être pris en compte les évolutions attendues de la législation, de la technique ou des coûts.

Exemple : les réductions de coûts provenant de nouvelles technologies peuvent être prises en compte dans l'évaluation d'une provision pour décontamination d'un site lorsqu'il existe une forte présomption que ces techniques seront utilisables à la date des travaux.

➤ **Evaluation des provisions en fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes**

Toutes les informations disponibles à la date d'établissement des comptes doivent être retenues pour estimer le montant probable de la sortie de ressources. Toutefois, la prise en compte d'informations post-clôture ne peut pas conduire à rattacher à l'exercice clos, une obligation née après la date de clôture.

➤ **Non compensation avec un actif à recevoir en contrepartie**

Les profits futurs sont à comptabiliser dans des comptes d'actif (et non en diminution de la provision) en respect du principe de non compensation.

Exemple : en cas de litige, il n'est pas possible de réduire le montant de la provision des indemnités d'assurance attendues.

Application 1

La société BERTRAND, en désaccord avec l'un de ses fournisseurs, a porté ce litige devant les tribunaux au cours de l'année N.

A la clôture de l'exercice N, son avocat lui précise qu'elle risque de devoir payer 60 000 € à son fournisseur.

Le 10 octobre N+1, le tribunal rend un jugement défavorable pour la société BERTRAND et la condamne à payer 75 000 € dont 50 000 € de dommages et intérêts.

La société BERTRAND règle cette somme le 20 octobre N+1.

1. **Analyser cette opération.**
2. **Présenter tous les enregistrements comptables liés à ces informations.**

1. Analyse de l'opération

Conditions à vérifier	
Obligation envers un tiers	Le fournisseur
Obligation existant à la date de clôture de l'exercice	Litige porté devant les tribunaux au cours de l'exercice
Sortie de ressources probable ou certaine évaluée à la date d'arrêté des comptes	60 000 € à payer, selon information de l'avocat
Pas de contrepartie équivalente évaluée à la date d'arrêté des comptes	Pas de contrepartie attendue
Décision	
Il y a lieu de constater une provision pour litige d'un montant de 60 000 €.	

2. Enregistrements comptables liés à ces informations

681 Dotations aux provisions 1511 Provisions pour litiges <i>Dotation de l'année N</i>	31-12-N		60 000	60 000
6227 Frais d'actes et de contentieux 6718 Autres charges exceptionnelles 467 Crédoiteurs divers <i>Dommages et intérêts dus</i>	10-10-N+1		25 000 50 000	75 000
1511 Provisions pour litiges 781 Reprises de provisions <i>Pour solde</i>	20-10-N+1		60 000	60 000

Application 2

La société BALAINE a conclu, le 15-10-N, un contrat d'achat à terme de 4 000 tonnes de matières premières à 100 € la tonne. La livraison aura lieu le 15-02-N+1.

Au 31-12-N, le cours de cette matière première est de 90 € la tonne.

Au 15-02-N+1, le cours est de 95 € la tonne.

1. Analyser cette opération.
2. Présenter tous les enregistrements comptables liés à ces informations.

1. Analyse de l'opération

Conditions à vérifier	
Obligation envers un tiers	Le fournisseur
Obligation existant à la date de clôture de l'exercice	Contrat signé en octobre
Sortie de ressources probable ou certaine évaluée à la date d'arrêté des comptes	Montant du contrat : 4 000 x 100 = 400 000 €
Pas de contrepartie équivalente évaluée à la date d'arrêté des comptes	Contrepartie attendue : 4 000 x 95 = 380 000 €
Décision	
Il y a lieu de constater une provision pour pertes sur marchés à terme d'un montant de 20 000 €.	

2. Enregistrements comptables liés à ces informations

A la signature du contrat, le 15 octobre, **il n'y a pas d'écriture à passer en comptabilité générale ; l'entreprise peut constater des écritures d'engagements.**

31-12-N		
681 Dotations aux provisions 1513 Provisions pour pertes sur marchés à terme <i>Dotation de l'année N</i>	20 000	20 000
15-02-N+1		
601 Achats de matières premières 44566 Etat, TVA déductible sur biens et services 512 Banque <i>Paiement des matières premières</i>	400 000 78 400	478 400
31-12-N+1		
1513 Provisions pour pertes sur marchés à terme 781 Reprises de provisions <i>Pour solde</i>	20 000	20 000

2-3 Informations à fournir en annexe

Outre l'information à donner sur chaque catégorie de provisions pour risques et charges, l'entreprise devra fournir des précisions complémentaires sur les **provisions d'un montant significatif**.

➤ Information de base

Les entreprises peuvent présenter un tableau de variation par catégorie de provisions prévu par le PCG.

Tableau des provisions					
Situations et mouvements Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	
		+	-	-	

➤ Information complémentaire pour les provisions d'un montant significatif

Des informations complémentaires doivent être fournies sur :

- la nature de l'obligation et l'échéance attendue des dépenses provisionnées,
- les incertitudes relatives aux montants et aux échéances de ces dépenses,
- le montant de tout remboursement attendu en indiquant, le cas échéant, le montant de l'actif comptabilisé pour celui-ci.

En résumé, les nouvelles règles distinguent différentes mentions à donner en annexe qui permettront une **information plus précise** :

- meilleure lisibilité des reprises de provisions. Les montants repris, non utilisés majorant et « déforment » le résultat de l'année en cours.
- meilleure compréhension des provisions d'un montant individuellement significatif.
- plus d'information sur les passifs éventuels.
- indication des cas exceptionnels où aucune évaluation fiable du montant de l'obligation ne peut être réalisée.
- indication de l'impossibilité de fournir des informations.

Application : extrait épreuve « Comptabilité approfondie » - DECF 2005

La société anonyme AXEL-PHARMA est une entreprise de l'industrie pharmaceutique qui doit faire face à différents types de risques et sinistres. Dans le cadre des travaux d'inventaire, le dossier de cette société vous est communiqué.

1. **Exposer de façon synthétique dans un tableau les différences entre les diverses catégories de passif (dettes, charges à payer, provisions pour risques et charges) en matière d'obligation, d'échéance et de montant.**
2. **Expliciter et effectuer les enregistrements d'inventaire nécessaires concernant les quatre situations décrites en *annexe* :**
 - restructuration,
 - redressement fiscal,
 - auto-assurance,
 - incendie.

Annexe : Inventaire des risques et sinistres

Les enregistrements d'inventaire concernent les quatre situations décrites ci-dessous :

• **Restructuration**

L'obsolescence d'une famille de médicaments conduit à l'arrêt d'un site de production et à l'ouverture d'un autre site plus performant. La décision a été prise en conseil d'administration et communiquée aux représentants du personnel en novembre 2004. D'après le plan de restructuration, les conséquences financières prévisibles sont les suivantes :

- les indemnités de licenciement d'une partie du personnel : 220 000 €
- une perte sur le stock de produits estimée à 15 000 €
- les frais de déménagement de matériels réutilisables dans le nouveau site : 18 000 €
- des actions de formation pour la réinsertion des personnels licenciés : 90 000 € et pour l'adaptation des personnels affectés à la nouvelle unité de production : 32 000 €

• **Redressement fiscal**

La société a fait l'objet d'un redressement fiscal en décembre 2004, portant sur des opérations et déclarations de l'exercice 2004. A l'inventaire, le comptable a estimé à 78 000 € la pénalité probable qui a donné lieu à un enregistrement. Le 10 janvier 2005, la société reçoit une notification de redressement de l'administration fiscale qui précise le montant de la pénalité : 90 000 €. A cette date, les comptes de l'exercice 2004 ne sont toujours pas arrêtés.

• **Auto-assurance**

Le comptable a doté en 2001, par prudence, une provision de propre assureur pour faire face au refus des compagnies d'assurances de couvrir certains risques industriels. Le montant de cette provision qui s'élève à 55 000 € est resté inchangé depuis cette date, malgré le changement de réglementation intervenu en la matière.

• **Incendie**

Un incendie a ravagé début décembre 2004 l'entrepôt de produits finis. Le stock de 40 000 € est perdu à 60 %. Le traitement comptable du stock de produits finis a été correctement effectué à la clôture de l'exercice.

Selon les termes du contrat d'assurance du stock, l'indemnité couvrira de façon certaine 50 % de la perte subie et sera reçue dans un délai de trois mois.

Après réparation de l'entrepôt, un test de dépréciation permet d'évaluer à 100 000 € la valeur vénale de cette construction, qui a une valeur nette comptable de 150 000 € selon le plan d'amortissement pratiqué. Il convient de préciser que la société applique par anticipation le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Corrigé indicatif

1. Différences entre les diverses catégories de passif (dettes, charges à payer, provisions pour risques et charges) en matière d'obligation, d'échéance et de montant.

Voir tableau point 1-3

2. Expliciter et effectuer les enregistrements d'inventaire nécessaires concernant les situations

➤ **Restructuration**

- **Indemnités de licenciement et formation du personnel licencié**

Conditions à vérifier	
Obligation envers un tiers	Le personnel
Obligation existant à la date de clôture de l'exercice	Décision annoncée aux représentants du personnel en novembre 2004
Sortie de ressources probable ou certaine évaluée à la date d'arrêté des comptes	Indemnités évaluées à 220 000 € Formation du personnel licencié : 90 000 €
Pas de contrepartie équivalente évaluée à la date d'arrêté des comptes	Pas de contrepartie attendue, le personnel quitte l'entreprise.
Décision	
Il y a lieu de constater une provision pour restructuration d'un montant de 310 000 €.	

- **Frais de déménagement et formation du personnel affecté à la nouvelle unité de production**

Conditions à vérifier	
Obligation envers un tiers	<ul style="list-style-type: none"> • Le personnel, • Entreprise de déménagement
Obligation existant à la date de clôture de l'exercice	<ul style="list-style-type: none"> • Décision annoncée aux représentants du personnel en novembre 2004, • Contrat de déménagement signé ?
Sortie de ressources probable ou certaine évaluée à la date d'arrêté des comptes	<ul style="list-style-type: none"> • Frais de déménagement : 18 000 € • Formation du personnel réaffecté : 32 000 €
Pas de contrepartie équivalente évaluée à la date d'arrêté des comptes	Contrepartie attendue : <ul style="list-style-type: none"> • prestation de services de déménagement, • hausse des flux de trésorerie provenant d'une meilleure productivité du personnel suite à la formation.
Décision	
Les frais de déménagement et de formation sont imputables à des productions futures et n'ont pas à être provisionnées.	

▪ **Perte sur stock**

Elle ne constitue pas un passif (pas d'obligation envers un tiers). Il s'agit d'une dépréciation d'actif.

Enregistrements comptables :

31-déc.-04			
6815 Dotations aux prov. pour risques et ch. (ou 6875)	310 000		
154 Provisions pour restructuration		310 000	
<i>Indemnités et frais de formation du personnel licencié</i>			
31-déc.-04			
6817 Dotations aux provisions pour dépréciation	15 000		
3955 Provision pour dépréciation stock de pdts finis		50 000	
<i>Perte prévue sur le stock</i>			

➤ **Redressement fiscal**

Les conditions de constitution d'une provision pour risques et charges étaient remplies. La notification du fisc va permettre **d'ajuster le montant** du passif et éventuellement d'en changer la nature selon les hypothèses ci-dessous :

Hypothèse 1 : la société va contester le redressement.

Il y a lieu **d'ajuster le montant de la provision.**

31-déc.-04			
687 Dotations aux provisions - caractère exceptionnel	12 000		
155 Provisions pour impôts		12 000	
<i>Ajustement de la provision</i>			

Hypothèse 2 : la société ne conteste pas le redressement.

La provision n'a plus de raison d'être. Il y a lieu de **constater une charge à payer.**

31-déc.-04			
155 Provisions pour impôts	78 000		
687 Dotations aux provisions - caractère except.		78 000	
<i>Annulation d'écriture - comptes non soldés</i>			
31-déc.-04			
678 Autres charges exceptionnelles	90 000		
4486 Etat - Charges à payer		90 000	
<i>Notification du redressement fiscal</i>			

➤ **Auto-assurance**

Ces provisions visent à couvrir des risques à caractère général, liés à l'activité de l'entreprise et que les assureurs refusent de couvrir.

Les obligations couvertes par ces provisions ne sont pas probables à la clôture de l'exercice mais seulement **éventuelles**. Les provisions de propre assureur ne constituent pas un passif (application du règlement sur les passifs) et sont interdites.

Cette provision **aurait dû** être reprise au moment du changement de méthode au 1^{er} janvier 2002, par imputation sur le report à nouveau.

1-janv.-02			
1518 Autres provisions pour risques	55 000		
110 Report à nouveau		55 000	
<i>Annulation de provision non autorisée</i>			

En 2004, il s'agit d'une **correction d'erreur** à imputer au compte de résultat.

31-déc.-04

1518 Autres provisions pour risques
787 Reprise de provisions, caractère exceptionnel
Annulation de provision non autorisée

55 000

55 000

➤ **Incendie**

Stock : en application du principe d'indépendance des exercices, l'indemnité d'assurance à recevoir constitue un produit de l'exercice évalué à : $(40\,000 \times 0,6) \times 0,5 = 12\,000$

Entrepôt : Suite au test de dépréciation, la valeur vénale de la construction est inférieure à la valeur nette comptable, il y a lieu de constater une dépréciation de $150\,000 - 100\,000$ soit 50 000.

31-déc.-04

4687 Autres débiteurs - Produits à recevoir
791 Transferts de charges d'exploitation
Indemnité d'assurance à recevoir

12 000

12 000

31-déc.-04

6816 Dotations aux dépréciations (ou 6876)
2913 Dépréciation des immobilisations
Dépréciation de l'entrepôt

50 000

50 000